

Le ministre d'État aux Finances nous dit que son gouvernement va continuer dans la même voie parce qu'il pense que c'est la bonne. De toute évidence, sa politique actuelle ne relancera pas notre économie comme les citoyens et nous-mêmes l'aurions souhaité. Le Canada a certainement un potentiel beaucoup plus vaste que bien d'autres pays du monde et même que la plupart de nos concurrents économiques. Nous possédons certes davantage de richesses naturelles, de ressources énergétiques et de capitaux. Nous avons plus de main d'œuvre spécialisée et de techniques de pointe à notre disposition. Nous avons une population relativement bien formée et bien instruite, même si le gouvernement est en train de compromettre cette situation. La seule chose qui nous manque c'est la volonté d'agir sur le plan politique.

Bien des gens estiment qu'à l'heure actuelle il est difficile d'avoir cette volonté politique. Je tiens à rappeler au député que nous avons déjà vu le gouvernement faire preuve d'initiative et mettre rapidement en place certains programmes. Prenons, par exemple, la politique énergétique nationale. Le gouvernement avait décidé d'instaurer une politique énergétique nationale et, quelques mois plus tard, nous en avions une. N'oublions pas non plus que le premier ministre (M. Trudeau) a décidé qu'il fallait à notre pays une politique de bilinguisme. Il l'a créée d'un coup de plume et instaurée du jour au lendemain, faisant du Canada un pays différent en ce qui concerne le bilinguisme. D'un trait de plume aussi, le gouvernement du Canada nous a engagés dans un programme métrique qu'il jugeait nécessaire. De fait, en très peu de temps, le programme était lancé et il changeait littéralement le système de mesures au Canada. Des cas manifestes nous ont prouvé qu'infailliblement, quand la volonté politique existe, l'action suit. Il est plus que jamais nécessaire que le gouvernement du Canada travaille de concert avec les gouvernements provinciaux et les administrations régionales, qu'il s'applique avec les industries, les entreprises et les syndicats à mettre au point une stratégie internationale de coopération économique.

• (1530)

Qu'en est-il de ceux qui réussissent à nous faire concurrence? Je songe à certains pays d'Europe occidentale et à d'autres, comme le Japon, qui, parce qu'ils fonctionnent ainsi depuis des années, sont, dans l'ensemble, plus compétitifs et productifs que nous. Les gens de ces pays savent où ils vont. Ils sont conscients de leur destinée nationale. Ils savent où ils se situent, qu'il s'agisse de chefs d'entreprise, de dirigeants syndicaux, de particuliers ou de gouvernements. Ils savent où ils s'insèrent dans la stratégie d'ensemble. Mais quand la stratégie fait défaut? Nous retrouvons alors en difficulté un grand nombre de nos importants secteurs d'entreprises, dont certains des plus stratégiques. Je songe, en l'occurrence, à des entreprises comme Dome, Chrysler, Maislin, Massey-Ferguson, Canadair, de Havilland, Cooperative Implements, Consolidated Computers, White Farm Equipment, Pioneer Chain Shaw, St. Anthony's Fisheries et Electrohome Limited. La liste est interminable. Nous n'avons rien pu faire de plus pour les grandes entreprises en proie à des difficultés financières que d'élémentaires opérations de renflouement. Certaines ont réussi, d'autres non. Dans un sens, par définition, ces renflouements sont voués à l'échec, en l'absence d'une stratégie financière et

Les subsides

économique d'ensemble, parce que ces opérations se font dans le vide. Si nous avons une stratégie nationale où tous les participants s'entendent et coopèrent, peut-être pourrions-nous alors les situer dans un contexte. Nous pourrions dire parfois, oui, le gouvernement fédéral a raison d'employer l'argent des impôts pour maintenir ces entreprises à flot et les orienter vers des activités plus productives. Nous pourrions décider dans d'autres cas que, non, à cause de la direction évidente que prend le pays avec l'accord de tous les participants, ce renflouement ne s'inscrit pas dans la stratégie d'ensemble.

Bref, je suppose que j'appuie la portée générale de cette motion présentée par le député de Saint-Jean-Ouest. Je crois que le gouvernement n'a pas su donner au peuple canadien l'orientation économique et financière qui s'imposait. Je crois que l'un des critères essentiels d'une relance et d'une croissance économique soutenues au Canada est une stratégie économique élaborée par tous les intéressés.

M. Nickerson: Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Son intervention a été très intéressante, mais a manqué de recommandations concrètes à propos de ce que son parti et lui pourraient faire pour nous tirer des ennuis économiques que nous a amenés le gouvernement libéral. Il nous a lancé, à la toute fin, la proposition que son parti a déjà faite à maintes reprises, à savoir qu'il nous faudrait une certaine stratégie nationale, un certain programme économique centralisé pour tout le pays. Je ne tiens pas vraiment à poser une question au député, mais je veux élaborer là-dessus même s'il n'a pas précisé ce que pourrait comporter ce programme.

Je crois que pareille stratégie présente de grands risques. N'est-ce pas ainsi que fonctionnent les choses en Union soviétique?

M. Riis: Au Japon.

M. Nickerson: Qu'advient-il des gens qui ne sont pas d'accord? Qu'arrive-t-il à ceux qui ne veulent pas se plier à pareil programme? Qu'arrive-t-il à ceux que ne veulent pas, par exemple, faire leur travail dans les mines de sel ou les mines de potasse de la Saskatchewan ou de quelque autre endroit où les expédie un gouvernement socialiste? C'est le grand danger que je vois dans cette théorie selon laquelle une élite quelque part à Ottawa décide du rôle que doit jouer dans ce programme, monsieur le Président, tout fabricant, agriculteur ou travailleur canadien. Je proteste. Je crois que ceux qui veulent s'adonner à la pêche devraient pouvoir le faire et pêcher où bon leur semble. Je crois que c'est cette liberté de choix, qui disparaît rapidement au Canada, qui pourrait résoudre beaucoup de nos problèmes économiques. Nous ne devrions pas nous orienter vers une planification encore plus centralisée.

M. Riis: Monsieur le Président, je crois pouvoir dire que c'est probablement là la déclaration la plus ridicule que j'aie jamais entendue à la Chambre des communes. J'ai déjà entendu ici-même ce que je considère comme des affirmations ridicules, mais celle-là l'emporte par plus d'une longueur. J'ai dit qu'il était possible de planifier de concert avec tous les agents économiques en cause, et c'est ce qui se passe dans certains pays comme le Japon, l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest...